
Rapport du Président

Proposition de don à la Coalition internationale pour l'accès à la terre en faveur de l'initiative de gouvernance des terres et des autres ressources naturelles centrée sur les personnes au service de la sécurité alimentaire et de la résilience climatique de demain

Numéro du projet: 2000005505

Cote du document: EB 2025/LOT/G.1

Date: 16 octobre 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION

Mesure à prendre: Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 12 du présent document.

Questions techniques:

Nigel Brett

Directeur

Division production durable, marchés et institutions

courriel: n.brett@ifad.org

Rikke Grand Olivera

Spécialiste technique supérieure (monde), régimes et gestion des ressources naturelles

Division production durable, marchés et institutions

courriel: r.olivera@ifad.org

I. Généralités et conformité avec la Politique sur les dons ordinaires du FIDA

1. Le don proposé soutient l'exécution de la Stratégie 2022-2030 et du Plan de travail 2025-2027 de la Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC) afin de promouvoir une gouvernance des terres et des ressources naturelles centrée sur les personnes à l'appui de la sécurité alimentaire et de la résilience climatique. La proposition tire parti du vaste réseau et de l'expertise de l'ILC ainsi que de la capacité du FIDA à mettre en œuvre des programmes nationaux transformateurs, et vise à concrétiser la Feuille de route FIDA-ILC grâce à une programmation conjointe, au renforcement des coalitions nationales pour l'accès à la terre, à l'appui aux données citoyennes aux fins de la reddition de comptes, et au renforcement du plaidoyer sur les droits fonciers au niveau mondial. En promouvant la résilience et la gestion durable des ressources naturelles, l'ILC aspire à aider 1,5 million de personnes à sécuriser leurs droits fonciers d'ici à la fin de 2027. Ce travail s'inscrit dans le droit fil de l'indicateur de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13) relatif à l'accès à la terre et à la gestion des terres selon des pratiques favorisant la résilience climatique, et met à profit plus de 25 années de collaboration entre le FIDA et l'ILC pour accroître la pérennité des effets de l'intervention.
2. **Les engagements pris au titre de FIDA13 portent sur** i) le caractère résilient et durable des systèmes alimentaires; ii) l'inclusion; iii) le suivi éclairé et fondé sur des éléments probants; iv) le climat et la biodiversité. Dans le cadre de FIDA13, une importance particulière est accordée aux partenariats qui contribuent au changement au niveau communautaire. En donnant aux coalitions nationales pour l'accès à la terre les moyens de devenir des acteurs de la gouvernance locale, l'ILC crée des cadres permettant d'aligner les programmes du FIDA sur les efforts déployés sur le terrain. Dans ce cycle, une importance particulière est également accordée à l'égalité femmes-hommes et à l'inclusion des jeunes, que l'on retrouve dans le travail déployé par l'ILC pour améliorer la prise en compte des questions de genre dans les politiques et donner aux communautés des moyens d'action concernant la gouvernance foncière. L'un des principaux objectifs de FIDA13 est de produire des effets positifs mesurables. L'ILC collecte dans le cadre de plusieurs initiatives des données de proximité qui éclairent les effets des politiques foncières sur les communautés rurales. Celles-ci peuvent ainsi suivre de près tout ce qui touche aux régimes fonciers et à l'adaptation aux changements climatiques et contribuer par leurs idées à l'élaboration de politiques fondées sur des éléments probants. Le renforcement de la résilience dans les zones rurales vulnérables aux changements climatiques est une priorité de FIDA13. L'ILC, qui plaide pour la propriété foncière, s'intéresse à l'ensemble des Conventions de Rio, dont elle soutient l'application au niveau national. Les approches participatives et communautaires du développement rural sont promues dans le cadre de FIDA13. L'ILC favorise la participation des communautés à l'élaboration des politiques foncières dans un souci de sécurité alimentaire et de résilience climatique.
3. Le programme proposé est conforme à la finalité et aux objectifs de la Politique sur les dons ordinaires du FIDA (2021)¹, notamment sur les points suivants:
i) sécurisation des droits fonciers et plus généralement intérêt du foncier dans la gouvernance locale et la prévention des situations de fragilité, gages d'égalité entre les femmes et les hommes et entre les générations; ii) avancement de l'inclusivité de l'environnement politique en facilitant la tenue de dialogues multipartites auxquels participent des communautés rurales; iii) utilisation des partenariats stratégiques pour accroître l'impact du FIDA grâce à la collaboration avec des partenaires clés; iv) développement des connaissances et de l'innovation au service d'interventions axées sur la durabilité et fondées sur des éléments probants

¹ Voir EB 2021/132/R3.

soutenues par les programmes du FIDA, et attention accrue aux enjeux de gouvernance foncière, élément incontournable des grandes questions mondiales, y compris les crises du climat et des systèmes alimentaires.

4. Le récipiendaire a été choisi par voie de sélection directe, laquelle a été approuvée par un mémorandum de décision signé par le Président du FIDA le 9 juillet 2025.

II. Le programme proposé

5. Le **but du programme** est d'œuvrer à la résilience climatique et la sécurité alimentaire de demain au moyen d'une gouvernance des terres et des ressources naturelles centrée sur les personnes. **Les objectifs sont les suivants:**
 - i) **donner aux coalitions nationales pour l'accès à la terre les moyens d'œuvrer à une gouvernance des terres et des ressources naturelles** favorisant l'adaptation aux changements climatiques et la durabilité des systèmes alimentaires;
 - ii) **favoriser les données citoyennes** à l'appui d'une gouvernance foncière axée sur la résilience et l'inclusion;
 - iii) **faire valoir les droits fonciers**, pierre angulaire de systèmes alimentaires résilients aux changements climatiques.
6. Le groupe cible sera composé des communautés dépendantes des terres, qui, faute de droits fonciers, ne peuvent investir dans leurs terres, renforcer leur résilience climatique ni parvenir à la sécurité alimentaire. L'ILC se compose de membres d'horizons divers, y compris des organisations de la société civile et des organisations communautaires, ce qui garantit que les communautés aient voix au chapitre pour tout ce qui touche aux décisions politiques ou à la gouvernance. En donnant la priorité aux groupes vulnérables – y compris les femmes, les jeunes, les petits exploitants agricoles, les peuples autochtones, les éleveurs, les habitants des forêts, les chasseurs-cueilleurs, les pêcheurs et les personnes d'ascendance africaine – l'ILC promeut une gouvernance foncière inclusive qui traite directement les questions de la pauvreté rurale et des inégalités ainsi que les défis posés par les changements climatiques. Plus de 40% des membres de l'ILC entrent dans ces catégories et bénéficient de l'aide des autres membres. En promouvant la résilience et la gestion durable des ressources naturelles, l'ILC aspire à aider 1,5 million de personnes à sécuriser leurs droits fonciers d'ici à la fin de 2027.
7. Le programme, dont l'exécution s'étalera sur trois ans, comprendra les composantes suivantes: i) renforcement des plateformes dans les pays; ii) production de données aux fins de l'établissement de rapports relatifs aux objectifs de développement durable; iii) plaidoyer.

III. Effets directs et produits escomptés

8. L'initiative contribue aux indicateurs 2.3.14 (« Nombre de bénéficiaires obtenant un accès plus sûr à la terre ») et 2.3.9 (« Nombre d'hectares de terres exploités selon des pratiques résilientes aux changements climatiques ») relatifs à FIDA13, qui figurent dans le cadre de suivi-évaluation de l'ILC. Les indicateurs ci-dessous ont été élaborés à partir du cadre de résultats de la Stratégie 2030 et du cadre de résultats du Plan de travail 2025-2027 de l'ILC, de même que de la Feuille de route FIDA-ILC – les indicateurs en italique sont en attente de confirmation par le FIDA. D'autres indicateurs figurent dans le cadre de résultats de l'ILC. Les effets directs escomptés du programme sont les suivants:

- i) **Les coalitions nationales pour l'accès à la terre sont suffisamment inclusives et contribuent à promouvoir une gouvernance foncière centrée sur les personnes.**
 - *Nombre de pays dans lesquels le FIDA collabore avec des coalitions nationales pour l'accès à la terre afin d'aligner la gouvernance foncière*

sur des objectifs de résilience climatique et de sécurité alimentaire –
Cible: au moins 12 pays

- *Nombre d'organisations de producteurs jouant un rôle central au sein de coalitions nationales pour l'accès à la terre et dans le cadre de forums régionaux et mondiaux ainsi que d'événements de plaidoyer – Cible:* 61 organisations de producteurs
- Nombre de changements de priorités, de politiques et de pratiques (comportements, programmes et allocations budgétaires) qui contribuent à la sécurisation des droits fonciers – **Cible:** 20 changements de politiques et 30 modifications de pratiques dans 15 pays
- ii) **Des données sont produites afin de renforcer la transparence, les obligations redditionnelles et les politiques fondées sur des éléments probants.**
 - Nombre de pays de coalitions nationales pour l'accès à la terre dans lesquels des changements positifs sont constatés en ce qui concerne des indicateurs prioritaires de l'Indice mondial de gouvernance foncière (LANDex) – **Cible:** à déterminer
 - *Nombre d'organisations de producteurs jouant un rôle central dans la collecte de données – Cible: hausse de 10% par rapport à la valeur de référence (en attente de confirmation)*
- iii) **L'importance des droits fonciers est reconnue dans les processus mondiaux et régionaux, et les membres de l'ILC fournissent un espace d'expression aux exploitants agricoles, aux éleveurs, aux peuples autochtones, aux femmes et aux jeunes dans le cadre d'événements.**
 - *Nombre de changements de priorités, de politiques et de pratiques aux niveaux mondial, régional et national (comportements, programmes et allocations budgétaires) qui contribuent à la sécurisation des droits fonciers – Cible: cinq changements aux niveaux régional ou mondial*
 - Nombre d'organisations de producteurs jouant un rôle central dans les forums et manifestations de plaidoyer au plan régional ou mondial, et contribuant à la collecte de données – **Cible à l'horizon 2027:** 80 organisations populaires jouant un rôle central dans le cadre d'événements de plaidoyer aux niveaux régional ou mondial
 - Nombre de membres de l'ILC, de coalitions nationales pour l'accès à la terre et de plateformes régionales qui défendent et promeuvent la justice de genre – **Cible à l'horizon 2027:** 250 membres

IV. Modalités d'exécution

9. La mise en œuvre de la Feuille de route FIDA-ILC repose sur des coordonnateurs au sein de la Division production durable, marchés et institutions, du Département des opérations de pays du FIDA et de l'équipe One Team de l'ILC, sans compter le ou la Spécialiste technique supérieure (monde) des régimes fonciers et de la gestion des ressources naturelles de la Division production durable, marchés et institutions agissant en qualité de responsable du don. Les activités de la Feuille de route seront mises en œuvre conjointement et supervisées par le Comité de gestion du programme, et la Stratégie 2030 de l'ILC sera exécutée par l'ILC. La Division production durable, marchés et institutions du FIDA est chargée de la gestion du don et de la fonction de contrôle.
10. Les procédures relatives à la présentation de l'information financière et à l'audit sont conformes aux procédures standard.

V. Coût et financement indicatifs du programme

11. Le montant total du programme pour la période 2025-2027 s'élève à 23 999 000 USD, dont 2 250 000 USD fournis en espèces par le FIDA. Les 21 749 000 USD restants comprennent 8 000 000 USD de contributions en nature et les contributions monétaires suivantes pour la période triennale 2025-2027:
 i) contributions obtenues: 8 202 525 USD; ii) annonces de contribution: 2 800 000 CHF; iii) contributions en cours de négociation: environ 2,5 millions d'EUR.

Tableau 1
Coût par composante et par source de financement
 (en milliers d'USD)

| Composantes | FIDA | Budget de base ILC 2025-2027 | Total |
|------------------------------------|------------------|------------------------------|-------------------|
| 1. Contributions | 2 045 455 | 19 693 545 | 21 739 000 |
| 2. Frais généraux/Frais de gestion | 204 545 | 2 055 455 | 2 260 000 |
| Total | 2 250 000 | 21 749 000* | 23 999 000 |

* Budget de base de l'ILC pour la période triennale 2025-2027 approuvé par le Conseil de la Coalition. État de la mobilisation de ressources: i) contributions obtenues: environ 8 202 525 USD [report de 2024 et contributions en 2025 de la Commission européenne (5 353 579 USD), de Irish Aid (500 000 EUR) et du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (1 933 000 EUR)]; ii) annonces de contribution: Direction suisse du développement et de la coopération (2 800 000 CHF); iii) contributions en cours de négociation: Commission européenne (environ 2,5 millions d'EUR pour la période triennale).

VI. Recommandation

12. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie l'initiative de gouvernance des terres et des autres ressources naturelles centrée sur les personnes au service de la sécurité alimentaire et de la résilience climatique de demain, accordera un don d'un montant de deux millions deux cent cinquante mille dollars des États-Unis (2 250 000 USD) à la Coalition internationale pour l'accès à la terre, pour une période de trois ans et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
 Álvaro Lario

Results-based logical framework

| Objectives hierarchy | | Objectively verifiable indicators <i>(in italics: tbc with IFAD)</i> | Means of verification | Assumptions |
|--|---|--|--|---|
| Goal | People-centered land governance | Number of people with secure tenure rights Number of Has of land with secure tenure rights | ILC M&E system/ members and One team reports | Multi stakeholder platforms report on the indicators that cover all spheres of ILC work GLOBAL (ILC as a convener) NATIONAL (policy sphere) LOCAL (change for people in land tenure security); Countries monitor and report on Sustainable Development Goals |
| Objectives | (i) Deliver a stronger impact on secure land tenure by NLCs, including through alignment with IFAD's own programming. (ii) Produce people's data on land to enhance transparency, accountability and evidence-based policy; and, (iii) Build and strengthen political commitment to people-centered land governance through regional and global advocacy. | See below outcome indicators | | |
| Outcomes/outputs <i>Indicators in italics are to be confirmed with IFAD to fine tune collaboration</i> | NLCs are inclusive and influential to advance people-centered land governance | # of countries where IFAD collaborates with NLCs to align land governance with climate resilience and food security goals - target: at least 12 countries (3 additional). # of POs with a key role in NLCs, regional and global forums, and advocacy events – target: 61 POs # of national-level changes in agendas, policies and practices (behaviours, programmes, budget allocations) that contribute to securing land rights - target: 20 policies and 30 practices across 15 countries. | Platform monitoring tool (internal)/ members reports as part of ILC's M&E system (external) Members reports as part of ILC's M&E system One team monitoring (internal)/ members reports as part of ILC's M&E system (external TBD) | Members collaborate with IFAD National, regional and global context is conducive to dialogue and collaboration on people-centered land governance |
| | Data produced to enhance transparency, accountability and evidence-based policy | # of NLC countries with positive changes related to priority LANDex indicators – target: TBC # of POs with a key role in data collection – target: 10% increase on baseline (TBC) | One team and members reports as part of ILC's M&E system | One team and members provide detailed reports |
| | Global and regional processes recognize the key role of land rights, ILC members give space to | # of global and regional agenda, policy and practices changes (behaviours, programmes | One team and members reports as part of ILC's M&E system | One Team and members provide detailed reports |

| | Objectives hierarchy | Objectively verifiable indicators <i>(in italics: tbc with IFAD)</i> | Means of verification | Assumptions |
|------------------------------------|--|--|--|----------------------------------|
| | farmers, pastoralists, Indigenous People, women and youth voices in events. | <i>and budget allocations) contribute to securing land rights - target: 5 regional/global # of POs with a key role in regional and global forums, and advocacy events – target: 80 POs # of ILC members, NLCs and regional platforms that use and promote gender justice – target: 250 members</i> | | |
| Key activities by component | 1.1 Joint transformative programming 1.2 Land collaborative for cross-country learning 2.1 Strengthen skills for land data collection, analysis and use 2.2 SDG tracking and informing global debates 2.3 Specific focus on defenders and gender justice 3.1 Member advocacy in regional and global processes/agendas with potential to shape national land governance 3.2 Raising awareness and visibility of land rights as integral to environmental sustainability and food security | # of platforms that include/engage with IFAD # of members engaged in national, regional and global platforms # of women and youth represented in platforms governance structures # of non-members participating in platform # of trainings/learning events organized # of participants (type of org (PO) sex and age disaggregation) # of knowledge products/data products # of advocacy products or events | One team and members reports as part of ILC's M&E system | Members provide detailed reports |